

Conclusions du colloque de Montpellier, 15 juin 2023

Jean-François Chanet

Nos travaux, par nature *work in progress*, n'appellent d'autre conclusion qu'un appel à poursuivre l'action laïque. J'avoue être tenté d'appeler à la rescousse Charles Péguy. Il y a toujours une bonne raison de revenir à Péguy et notre colloque n'a pas fait exception à cette règle. Il nous a donné quelques bonnes raisons de relire, en particulier, le texte publié dans les *Cahiers de la quinzaine* « pour la rentrée » de 1904, où Péguy écrivait : « quand une société ne peut pas enseigner, c'est que cette société ne peut pas s'enseigner ; c'est qu'elle a honte, c'est qu'elle a peur de s'enseigner elle-même ; pour toute humanité, enseigner, au fond, c'est s'enseigner ». Jean Jaurès, dont Benoît Kermoal a cité ce matin un texte de 1904, a dit des choses proches devant les députés – « on n'enseigne et on ne peut enseigner que ce l'on est » – dans son célèbre discours de janvier 1910 « pour la laïque », à un moment où, faut-il le rappeler ?, il collaborait régulièrement depuis cinq ans à la *Revue de l'enseignement primaire et primaire supérieur*, soucieux qu'il était de contribuer à ce qu'on peut considérer comme la formation continue de ses lecteurs.

Péguy avait bien vu que, dans le développement des États nationaux modernes, les moments que l'on dirait aujourd'hui de crise identitaire sont des moments de mise en question de l'enseignement et ses résultats. Ce n'est d'ailleurs pas plus que la laïcité une singularité française. À vrai dire, le mot de « crise » lui-même pose problème, et ses usages récurrents, dans la mesure où il n'est plus employé pour désigner un moment, une situation temporaire, mais un état permanent. Ce constat n'appelle-t-il pas, lui aussi, la mise en perspective historique qu'appelait de ses vœux ce matin Audrey Lalanne ? Depuis 1984 et la publication, chez le même éditeur, Le Seuil, de l'essai de Jean-Claude Milner, *De l'école*, et de l'enquête d'Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Tant qu'il y aura des profs*, dont la conclusion était que « l'école publique, à très brève échéance, [était] menacée de deux maux », « pourrir sur pied » ou « être carrément démantelée par des ultra-libéraux prêts à faire de l'inégalité son principe central »¹, il ne se passe guère de rentrée sans que se fassent entendre de nouveaux cris d'alerte. À la rentrée 2021 a paru, sous le titre *Peut-on encore sauver l'école ?*, un hors-série

¹ Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Tant qu'il y aura des profs*, Paris, Le Seuil, 1984, 2^e éd. coll. « Points », 1986, p. 366.

de *Marianne*, quatorze ans après que Natacha Polony, agrégée de lettres, avait publié un essai intitulé *Le pire est de plus en plus sûr. Enquête sur l'école de demain*.

« *E pur si muove !* », est-on tenté de dire, ce qui ne signifie certes pas que les alarmes soient sans fondement, ni sans effets sur le moral des troupes. Le sondage dont Frédéric Dabi a présenté les résultats est assez éclairant à cet égard, comme le furent les discussions au cours et à la suite des tables rondes. Dans son tout récent entretien avec le ministre, la présidente du Conseil des sages de la laïcité, Madame Dominique Schnapper, évoque les conditions dégradées dans lesquelles, depuis cinq ans, les sages s'efforcent d'apporter des réponses et prennent leur part de l'entreprise de formation. « Le chemin à parcourir est ardu », dit-elle, et elle ajoute : « Quand la laïcité apparaît comme un instrument de tyrannie plutôt que de liberté, c'est le symptôme d'un échec pédagogique, au sens large du terme. » Face à ce risque, nous avons partagé la conscience d'une responsabilité collective, donc d'une solidarité, pour éviter que nos enfants se retrouvent, pour reprendre les mots de Rousseau dans la « profession de foi du vicaire savoyard », « flottants sur cette mer des opinions humaines sans gouvernail, sans boussole, et livrés à leurs passions orageuses, sans autre guide qu'un pilote inexpérimenté qui méconnaît sa route et qui ne sait ni d'où il vient, ni où il va ».

Présenter ainsi leurs professeurs serait les caricaturer. Mais cette certitude même nous conduit devant un paradoxe que je ne peux pas ne pas relever ici. La qualité des ressources produites en appui de la formation n'a rien à envier à celle des manuels d'autrefois. Les maîtres et maîtresses d'école de la III^e République, dont la formation était singulièrement plus courte que celle de leurs successeurs actuels, auraient sans doute apprécié de pouvoir disposer d'un « coffret Guide Républicain » aussi substantiel que celui qu'a présenté Alain Seksig et que toutes les écoles, tous les collèges et tous les lycées ont reçu à la rentrée 2021. Pourtant il est à craindre qu'il ne soit pas plus et mieux utilisé que si sa préparation avait été moins soignée et son contenu moins bien composé.

Au sentiment de solitude dans l'exercice du métier, qu'a rappelé devant nous le maire de Montpellier et qui était déjà souvent exprimé à la Belle Époque, en un temps que les déclinistes d'aujourd'hui considèrent comme l'âge d'or de l'école républicaine – un temps où, ne l'oublions pas non plus, de 11 à 15% seulement d'une classe d'âge obtenait le certificat d'études primaires –, s'ajoute une défiance accrue à l'égard de l'institution et en particulier de l'administration centrale. L'enquête d'Emmanuel Saint-Fuscien sur la manière dont ont été perçus dans notre monde scolaire les attentats de 2015 et les initiatives ministérielles qui les

ont suivis, en apporte une confirmation parmi d'autres, notamment dans la section intitulée « Laïcité pour tous et chacun pour soi »².

L'élévation en un siècle du niveau des diplômes requis pour enseigner n'empêche nullement les professeurs en exercice d'exprimer un désarroi grandissant devant les difficultés du métier, extrêmement variables, il est vrai, selon la localisation de l'établissement, Ben Aïda nous l'a rappelé – mais n'était-ce pas un peu vrai déjà au temps où Joseph Pagnol entendait l'un de ses vieux amis, sorti premier de l'école normale et qui avait dû « à cet exploit de débiter dans un quartier de Marseille » – un quartier que nous dirions sensible mais que dans *La Gloire de mon père* Marcel Pagnol, qui n'a pas connu l'arrivée du politiquement correct, qualifiait, lui, de « pouilleux » –, où la fierté de cet excellent élève-maître était de n'avoir eu, en quarante ans, que deux condamnés à mort, et un gracié de justesse, quand son prédécesseur, en vingt ans, avait vu guillotiner six de ses élèves³. Le sourire que fait naître le récit d'une enfance heureuse ne devrait pas, comme si souvent, conduire à l'idéalisation du passé, qui n'aide en rien à affronter les difficultés présentes.

Le nombre des professionnels qualifiés pour accompagner, comme on dit, les enseignants ou les chefs d'établissement en difficulté s'est élevé, lui aussi, dans le même temps, d'une façon non moins incontestable – et qui ne donnerait raison à Patrick Roumagnac quand il nous dit : « la bonne volonté, c'est bien ; la compétence, c'est mieux » ? Or trop souvent ces interlocuteurs de proximité inspirent le soupçon d'être les instruments de la hiérarchie plutôt que la confiance due à des coéquipiers. Il peut du reste arriver que le contraste entre le rappel incessant à l'esprit des Lumières, à la mission fondamentale de rendre de futurs citoyens et citoyennes capables de penser par eux-mêmes, et la promotion d'un management nourri d'éléments de langage plutôt que d'expérience et de réflexion personnelles affaiblisse l'autorité de ladite hiérarchie. Le cloisonnement de l'institution et la façon dont s'y incarne et s'y exerce l'autorité restent des sujets auxquels une gestion renouvelée des ressources humaines devrait décidément porter une grande attention.

Les signalements illustrent ce constat avec d'autant plus d'acuité que la publication du nombre des atteintes à la laïcité est devenue un enjeu de communication des plus sensibles. « C'est le signalement qui permet d'apporter une réponse coordonnée », soulignait notre ministre dans l'allocution qu'il nous a adressée. Mais nous savons de quelles réticences, de

² Emmanuel Saint-Fuscien, *L'école sous le feu. Janvier et novembre 2015*, Paris, Passés composés, 2022.

³ Marcel Pagnol, *La Gloire de mon père, Souvenirs d'enfance*, I, Éditions Pastorelly, 1957, p. 27-28.

quelles hésitations le signalement peut être l'objet à sa source. Si fructueuse que soit, notamment dans les quartiers dits de reconquête républicaine, la participation de la police à la reconstruction d'un ordre qui inclut l'instruction civique, le concours de l'institution scolaire aux enquêtes de police ne va nulle part de soi en certaines matières, et la laïcité en fait partie. Ne perdons pas de vue non plus le risque de voir jouer, dans ce monde professionnel si épris d'égalité, un mécanisme comparable à celui que François Dubet a mis en évidence à propos de l'égalité des chances entre les élèves : quand toutes et tous sont égaux, celle ou celui qui est identifié comme défaillant est conduit à penser qu'il ne peut s'en prendre qu'à lui-même, même si l'institution ne le tient pas pour seul responsable de son échec, ou de tel incident plus ou moins grave. Christine Guimonnet a eu à ce propos des paroles fortes sur la solidarité et la libération de la parole dans les espaces collectifs appropriés pour l'accueillir.

Quant au défi de la mixité sociale, il nous a, plus encore que les deux thèmes précédents, rendu sensible que la manière dont la laïcité est comprise et respectée par les élèves ne se joue pas seulement à l'école, et n'est donc pas seulement de la responsabilité des enseignants. Dès lors qu'on s'éloigne d'une logique de service public, également accessible à tous, et qu'on installe l'éducation nationale dans une logique de marché, donc de libre concurrence, on court le risque de la « dissonance cognitive » dont nous ont parlé Philippe Darriulat, Youssef Souidi et le sénateur Pierre Ouzoulias. À cet égard, la tendance, bien établie depuis vingt ans, à considérer que la meilleure réponse à donner à toute poussée de fièvre politique et sociale est un nouvel acte de décentralisation devrait faire l'objet d'un regard non moins critique que celui qui est porté sur la qualité de l'enseignement et le niveau des élèves. Je pourrais citer le témoignage précis que m'a laissé l'IA-DASEN du Doubs sur l'échec de notre tentative de reproduire, entre deux collèges de ce département, ce qui a été réalisé avec succès dans le XVIII^e arrondissement de Paris entre les collèges Coysevox et Berlioz. Et je ne sache pas qu'on ait contesté à Maurice Agulhon, dans son « Plaidoyer pour les jacobins⁴ », la valeur de l'argument selon lequel, au temps de Jules Ferry, si l'État n'avait pas lui-même financé les constructions nécessaires, bien des communes seraient restées longtemps encore sans école. Ne serait-il pas temps, enfin, de reconsidérer le dualisme qu'a introduit l'éducation prioritaire – « *to be or not to be* », pourrait-on dire, ou « en avoir ou pas » –, dualisme pérennisé, devenu structurel dans notre système scolaire, contrairement à la conception qu'en

⁴ Maurice Agulhon, « Plaidoyer pour les jacobins. La gauche, l'État et la région dans la tradition historique française », *Le Débat*, 1981/6, n°13, p. 55-67.

avait son créateur Alain Savary, pour qui le projet de « zonage » devait obéir à des objectifs précis et limités dans le temps ?

Qu'il me soit permis d'en appeler pour finir à l'esprit de résistance. Il nous appartient de rendre par la qualité de notre enseignement et la force de notre engagement – c'est tout un – leur sens aux mots dont nous avons été, au moins en partie, dépossédés. Ne nous résignons pas aux dramatisations favorisées par un présentisme grégaire, ni à la fatalité des prophéties autoréalisatrices. Ce colloque nous aura permis de vérifier que la nouvelle question laïque est un symptôme de maux pluriels qui l'englobent et la dépassent, de menaces ou de risques, perçus comme tels aussi bien à l'intérieur qu'en dehors de la « communauté éducative » – elle-même initialement définie par des textes règlementaires qui résultaient de la loi de décentralisation de 1983.

Sentiment de déclassement répandu dans le monde enseignant tout entier, regard sur l'enfance dominé par l'intuition que l'avenir ne sera pas meilleur que le passé qu'on a connu, doutes sur la possibilité même de reconstruire du commun dans l'empire de l'individualisme, crainte de voir l'attrait de la République universelle telle qu'on la rêvait encore au sortir de la Seconde Guerre mondiale effacé dans le monde comme il va... : ces maux sont plus faciles à énumérer qu'à réduire. Tout cela existe en effet et se mêle, et les enfants sont capables de le lire dans les yeux des adultes, même si les paroles des adultes s'efforcent de le leur cacher.

Beaucoup de nos contemporains ont perdu la foi des instituteurs mécréants de la III^e République en la science, en l'homme instruit dont le catéchisme commençait par raconter le péché originel. Mais par quoi la remplacer ? Des remarques très justes ont été faites sur la manière dont l'éducation aux médias, les web-radios, peuvent permettre de lutter contre les obscurantismes toujours renaissants. La laïcité est d'abord une foi en l'homme, notre colloque aura contribué à le rappeler ; il faut donc espérer qu'il aura aidé, si peu que ce soit, à nous convaincre que nous ne sommes pas démunis pour faire partager et prévaloir ce principe humaniste.